

Samir AMIN

PREFACE – LIVRE DE MUNDAYA BAHETA

Face à la mondialisation du capital : construire l'internationalisme planétaire des peuples, une exigence d'efficacité et d'éthique.

Ce bon livre de Mundaya Baheta pose enfin la question des rapports Nord-Sud dans les termes d'une exigence éthique de solidarité. Que le lecteur méfiant soit rassuré. M. Baheta est philosophe et son discours n'a rien à voir avec celui – plat – de nos politiciens qui font désormais appel à la « morale », à la « générosité » et aux « devoirs humanitaires » pour masquer ce qui est en réalité leur alignement sur les principes du libéralisme anti-humanitaires par définition.

J'ajouterai que l'internationalisme planétaire des peuples, qui doit donc rassembler tous ceux des Nord et des Suds, est la seule réponse politique efficace au défi de la mondialisation capitaliste, elle même à l'origine d'un écart Nord-Sud grandissant, destructeur de toute perspective civilisée pour l'humanité dans son ensemble.

Car en effet l'histoire a déjà largement prouvé que l'objectif du « rattrapage » dans le cadre du capitalisme est impossible. Un monde homogénéisé à l'image de ce que sont les sociétés « développées » du Nord capitaliste ne sera jamais : les logiques qui commandent l'accumulation du capital engendrent nécessairement une polarisation toujours approfondie à l'échelle mondiale. Au demeurant si l'objectif de cette homogénéisation venait à être poursuivi dans le cadre d'un « socialisme » dont la vision sociétale s'inspirerait précisément de l'idée du « rattrapage », celle-ci n'en serait pas moins impossible tout simplement parce que les modes de consommation impliqués se heurteraient à l'obstacle d'un gaspillage écologique insupportable.

Conclusion : la construction d'un monde civilisé et équitable, fondé sur l'égalité des droits effectifs des peuples, exige la remise en cause des structures de la consommation notamment dans le Nord autant que celles de la production (au Nord et au Sud). Autrement dit un internationalisme authentique, procédant d'une éthique universaliste s'impose. A défaut la poursuite du déploiement de la civilisation humaine sera remise en question, offrant aux progrès de la barbarie des chances inégalées jusqu'ici.

La construction de cet internationalisme planétaire constitue donc un objectif politique, en fait l'objectif premier sous jacent à toute stratégie politique et économique efficace, en ce qui concerne tant le « développement » du Sud que la réorganisation de la mondialisation et les restructurations du Nord. Le mouvement « alter-mondialiste » amorce cette prise de conscience.

Il reste que la construction politique de cet internationalisme planétaire des peuples passe par celle d'un front des peuples du Sud face à l'impérialisme collectif de la Triade (Etats Unis, Europe, Japon) responsable de « l'ordre » (en fait du chaos) de la mondialisation libérale en place.

Or dans le moment actuel la solidarité des pays du Sud, qui s'était exprimée avec force de Bandoung (1955) à Cancun (1981), tant au plan politique (non alignement) qu'au plan économique (positions communes adoptées par les 77 dans les instances de l'ONU, notamment la CNUCED), paraît ne plus exister.

L'intégration des pays du Sud, mise en œuvre par le trio des institutions internationales qui en ont la charge (l'OMC, la Banque Mondiale et le FMI) est sans doute en grande partie responsable de l'affaiblissement des 77, de la Tricontinentale (qui n'existe plus) et du Mouvement des Non Alignés (qui donne néanmoins des signes d'une renaissance possible). L'accentuation des inégalités de développement au sein du groupe des 77, avec à un pôle l'émergence de pays en voie sérieuse d'industrialisation, ayant opté d'opérer sur le marché mondial en concurrence avec à la fois les pays de la triade (Etats Unis, Europe, Japon) et ceux des pays du Sud qui se situent dans le même groupe, et à l'autre pôle les dérives frappant les pays qualifiés désormais de quart monde, est également à l'origine de cette évolution.

Les pays du Sud n'auraient plus les mêmes intérêts à défendre collectivement. C'est sans doute vrai pour qui ne regarde que le court terme et les conditions immédiates qui commandent les « avantages » que les uns ou les autres peuvent tirer – ou croient pouvoir tirer – de la mondialisation libérale. Ce n'est pas vrai dans la longue durée, le capitalisme réellement existant n'ayant pas grand chose à offrir ni aux classes populaires du Sud ni même aux Nations dont il ne permet pas le « rattrapage », c'est à dire leur affirmation comme partenaires égaux, en position analogue à ceux des centres (la triade) dans le façonnement du système mondial.

Mais c'est encore une fois par l'angle de la politique que s'amorce la prise de conscience de l'exigence d'une solidarité des pays du Sud. L'arrogance des Etats Unis et la mise en œuvre de leur projet de « contrôle militaire de la planète » par la fabrication sans fin de guerres « made in USA », planifiées et décidées unilatéralement par Washington, sont à l'origine de la prise de position forte du sommet récent des Non Alignés (Kuala Lumpur, Février 2003).

Regard sur le passé – le moment de Bandoung (1955-1981)

- En 1955, les principaux chefs d'Etats des pays d'Asie et d'Afrique ayant reconquis leur indépendance politique se réunissaient pour la première fois à Bandoung.

Les leaders asiatiques et africains étaient loin d'être identiques les uns aux autres. Les courants politiques et idéologiques qu'ils représentaient, leurs visions de l'avenir de la société à construire ou à reconstruire et de ses rapports à l'Occident, autant de thèmes de la différence. Néanmoins, un projet commun les rapprochait et donnait un sens à leur réunion. A leur programme minimum commun figurait l'achèvement de la décolonisation politique de l'Asie et de l'Afrique. De surcroît ils entendaient tous que l'indépendance politique reconquise n'était que le moyen, la fin était la conquête de la libération économique, sociale et culturelle.

Par delà leurs différences les Non Alignés pensaient que l'édification d'une économie et d'une société développée indépendante (fut-ce dans l'interdépendance globale) impliquait un certain degré de « conflit » avec l'Occident dominant (l'aile radicale estimait devoir mettre un terme au contrôle de l'économie nationale par le capital des monopoles étrangers).

De surcroît, soucieux de préserver l'indépendance reconquise, ils refusaient d'entrer dans le jeu militaire planétaire et de servir de base à l'encerclement des pays socialistes que l'hégémonisme américain tentaient d'imposer. Cependant, ils pensaient aussi que refuser l'insertion dans le camp militaire atlantiste n'impliquait pas qu'il soit nécessaire de se placer sous la protection de l'adversaire de celui-ci, l'URSS. D'où le « neutralisme », le « non alignement », nom du groupe et de l'organisation qui allait sortir de l'esprit de Bandung.

- De sommet en sommet au cours des décennies 1960 et 1970, le « non-alignement » devait rassembler la presque totalité des pays d'Asie et d'Afrique plus Cuba et glisser progressivement des positions d'un front de solidarité politique axé sur le soutien aux luttes de libération et le refus des pactes militaires, à celles d'un « syndicat de revendications économiques vis à vis du Nord ». Les Non Alignés devaient dans ce cadre s'allier aux peuples sinon aux Etats d'Amérique latine qui n'ont jamais adhéré à la Tricontinentale. Le groupe des 77 (l'ensemble du Tiers Monde) traduisait cette large alliance nouvelle du Sud. La bataille pour un « nouvel ordre économique international », engagée en 1975, après la guerre d'Octobre 1973 et la révision des prix du pétrole, couronne cette évolution, pour en sonner le glas, consommé à Cancun (1981) par le diktat de Reagan et de ses alliés européens.

L'économie politique du non alignement bien que souvent implicite et floue peut être définie par les éléments suivants :

- la volonté de développer les forces productives, de diversifier les productions (notamment d'industrialiser),
- la volonté d'assurer à l'Etat national la direction et le contrôle du processus,
- la croyance que les modèles « techniques » constituent des données « neutres » qu'on ne peut que reproduire, fut-ce en les maîtrisant,
- la croyance que le processus n'implique pas en premier lieu l'initiative populaire mais seulement le soutien populaire aux actions de l'Etat,
- la croyance que le processus n'est pas fondamentalement contradictoire avec la participation aux échanges au sein du système capitaliste mondial, même s'il entraîne des conflits momentanés avec celui-ci.

Les circonstances de l'expansion capitaliste des années 1955-1970 ont, jusqu'à un certain point, facilité les succès de ce projet. La page de cette histoire du non alignement paraît tournée depuis que le système global est entrée – à partir de 1980 – dans une phase de redéploiement sur les bases d'une mondialisation nouvelle néo-libérale. Mais l'est-elle véritablement ? Les résistances à la vision globalisée se renforcent partout à travers le monde, dans le Nord et le Sud. C'est dans ce cadre qu'on pourrait situer un renouveau possible du Non Alignement, devenant « non alignement sur la globalisation libérale et l'hégémonisme des Etats Unis ».

Renaissance d'un front du Sud ?

- *Le sommet de Kuala Lumpur*

Le dernier sommet des Non Alignés (Kuala Lumpur Février 2003) a peut être surpris quelques chancelleries endormies, qui s'étaient convaincues que, dans la nouvelle mondialisation libérale, le Sud ne comptait plus. Soumis aux plans dévastateurs des réajustements structurels, pris à la gorge par les ponctions du service de la dette, gouvernés par des bourgeoisies compradore, les pays du Sud paraissent ne plus être en mesure de

remettre en cause l'ordre capitaliste international, comme ils l'avaient tenté entre 1955 et 1981.

Surprise générale, les Non Alignés condamnent la stratégie impérialiste de Washington, son objectif démesuré et criminel de contrôle militaire de la planète, son déploiement à travers la conduite sans fin de guerres « made in USA », planifiées et décidées unilatéralement par les Etats Unis.

Les pays du Sud prennent conscience à la fois que la gestion mondialisée néo-libérale n'a rien à leur offrir et que, pour cette raison, elle est appelée à recourir à la violence militaire pour s'imposer, faisant par là même le jeu du projet américain. Le mouvement devient – comme on l'avait suggéré – celui du non alignement sur la mondialisation libérale et l'hégémonisme des Etats Unis.

L'effondrement du « socialisme » soviétique, l'évolution dans laquelle la Chine s'est engagée, la dérive des régimes populistes du tiers monde, avaient fait accepter l'idée creuse selon laquelle « il n'y aurait pas d'alternative ». S'inscrire dans le cadre des exigences du néo-libéralisme mondialisé, jouer le jeu et tenter d'en tirer quelque profit, si possible. Pas d'alternative. L'expérience devait démentir en quelques années les espoirs naïfs placés dans cette logique qui se croyait « réaliste ».

- *Les lignes directrices d'une grande alliance sur la base de laquelle la solidarité des peuples et des Etats du Sud pourrait être reconstruit*

A partir à la fois des positions prises par certains Etats du Sud et des idées qui font leur chemin, on peut voir se dessiner les lignes directrices du renouveau possible d'un « front du Sud ». Ces positions concernent tant le domaine politique que celui de la gestion économique de la mondialisation.

Au plan politique : condamnation du nouveau principe de la politique des Etats Unis (« la guerre préventive ») et exigence de l'évacuation de toutes les bases militaires étrangères en Asie, Afrique et Amérique latine.

Le choix par Washington de sa région d'interventions militaires interrompues depuis 1990 porte sur le Moyen Orient arabe – Irak et Palestine (pour celle-ci via le soutien inconditionnel à Israël) – les Balkans (Yougoslavie, implantations nouvelles des Etats Unis en Hongrie, Roumanie et Bulgarie), l'Asie centrale et le Caucase (Afghanistan, Asie centrale et Caucase ex soviétiques).

Les objectifs poursuivis par Washington comportent plusieurs volets (i) la main mise sur les régions pétrolières les plus importantes du globe et par là même l'exercice de pressions visant à soumettre l'Europe et le Japon au statut d'alliés subalternés ; (ii) l'établissement de bases militaires américaines permanentes au cœur de l'Ancien monde (l'Asie centrale à égale distance de Paris, Johannesburg, Moscou, Pékin, Singapour) et par là même la préparation d'autres « guerres préventives » à venir, visant en premier lieu les grands pays susceptibles de s'imposer comme partenaires avec lesquels « il faut négocier » (la Chine en premier lieu, mais également la Russie et l'Inde). La réalisation de cet objectif implique la mise en place dans les pays de la région concernée de régimes fantoches imposés par les forces armées des Etats Unis. De Pékin à Delhi et Moscou on comprend de plus en plus que les guerres « made in

USA » constituent en définitive une menace dirigée plus contre la Chine, la Russie et l'Inde que contre leurs victimes immédiates, comme l'Irak .

Revenir à la position qui fut celle de Bandoung – pas de bases militaires américaines en Asie et en Afrique – est désormais à l'ordre du jour, même si, dans les circonstances du moment, les Non Alignés ont accepté le silence sur la question des protectorats américains du Golfe.

Les Non alignés ont pris ici des positions proches de celles que la France et l'Allemagne ont défendues au Conseil de Sécurité, contribuant ainsi à accentuer l'isolement diplomatique et moral de l'agresseur. A son tour, le sommet franco-africain a conforté l'alliance possible qui se dessine entre l'Europe et le Sud. Car ce sommet, par la présence des Etats anglophones du continent, n'était pas celui de la « Françafrique ».

Dans les domaines de la gestion économique du système mondial, on voit se dessiner également les lignes directives d'une alternative que le Sud pourrait défendre collectivement, parce que les intérêts de tous les pays qui le constituent sont ici convergents.

(i) L'idée que les transferts internationaux de capitaux doivent être contrôlés est de retour.

En fait l'ouverture des comptes capitaux, imposés par le FMI comme un dogme nouveau du « libéralisme » ne poursuit qu'un seul objectif : faciliter le transfert massif de capitaux vers les Etats Unis pour couvrir le déficit américain grandissant – lui même produit à la fois des déficiences de l'économie des Etats Unis et du déploiement de leur stratégie de contrôle militaire de la planète.

Il n'y a aucun intérêt pour les pays du Sud à faciliter de la sorte l'hémorragie de leurs capitaux et éventuellement les dévastations occasionnées par les raids spéculatifs.

Du coup la soumission à tous les aléas du « change flexible », qui vient en déduction logique des exigences de l'ouverture des comptes capitaux, doit être remise en question. A leur place l'institution de systèmes d'organisations régionales assurant une stabilité relative des changes mériterait de faire l'objet de recherches et de débats systématiques au sein des Non Alignés et des 77.

Au demeurant, dans la crise financière asiatique de 1997 la Malaisie a pris l'initiative de rétablir le contrôle des changes et elle a gagné la bataille. Le FMI lui même a été contraint de la reconnaître.

(ii) L'idée de régulation des investissements étrangers est de retour.

Sans doute les pays du tiers monde n'envisagent-ils pas, comme ce fut le cas par le passé pour certain d'entre eux, de fermer leurs portes à tout investissement étranger. Au contraire les investissements directs sont sollicités. Mais les modalités de l'accueil sont à nouveau l'objet de réflexions critiques auxquels certains milieux gouvernementaux du tiers monde ne sont pas insensibles.

En relation étroite avec cette régulation la conception des droits de propriété intellectuelle et industrielle que l'OMC veut imposer est désormais contestée. On a compris que cette

conception, loin de favoriser une concurrence « transparente » sur des marchés ouverts, visait tout au contraire à renforcer les monopoles des transnationales.

(iii) Beaucoup parmi les pays du Sud réalisent à nouveau qu'ils ne peuvent pas se passer d'une politique nationale de développement agricole qui tienne compte à la fois de la nécessité de protéger les paysanneries des conséquences dévastatrices de leur désintégration accélérée sous l'effet de la « nouvelle concurrence » que l'OMC veut promouvoir dans ce domaine et de préserver la sécurité alimentaire nationale.

En effet, l'ouverture des marchés de produits agricoles, qui permet aux Etats Unis, à l'Europe et à quelques rares pays du Sud (ceux du cône Sud de l'Amérique) d'exporter leurs surplus dans le tiers monde, menace par là même les objectifs de sécurité alimentaire nationale, sans contrepartie, les productions des paysanneries du tiers monde rencontrant des difficultés insurmontables sur les marchés du Nord. Or cette stratégie libérale qui désintègre ces paysanneries et accentue la migration des campagnes vers les bidonvilles urbains provoque la réapparition de luttes paysannes dans le Sud qui inquiète désormais les pouvoirs.

La question agricole est souvent discutée, dans l'arène de l'OMC en particulier, sous l'angle exclusif des subventions octroyées par l'Europe et les Etats Unis non seulement aux productions de leurs agriculteurs mais également à leurs exportations agricoles. Cette fixation sur la seule question du commerce mondial des produits agricoles évacue d'emblée les préoccupations majeures invoquées plus haut. Elle entraîne par ailleurs de curieuses ambiguïtés, puisqu'elle invite les pays du Sud à défendre des positions encore plus libérales que celles adoptées en fait par les gouvernements du Nord, aux applaudissements de la Banque Mondiale (mais depuis quand la Banque Mondiale a-t-elle défendu les intérêts du Sud contre le Nord ?) Rien n'empêche de déconnecter les subventions accordées aux agriculteurs par leur gouvernements (après tout si nous défendons le principe de la redistribution du revenu chez nous, les pays du Nord ont également ce droit !) de celles destinées à soutenir le dumping des exportations agricoles du Nord.

(iv) La dette n'est plus seulement ressentie comme économiquement insupportable. Sa légitimité commence à être remise en cause.

Se dessine une revendication qui s'assigne l'objectif de répudiation unilatérale des dettes odieuses et illégitimes, comme d'amorcer un droit international de la dette – digne de ce nom – qui n'existe toujours pas.

Un audit généralisé des dettes permettrait en effet de faire apparaître une proportion significative de dettes illégitimes, odieuses et même parfois crapuleuses. Or les seuls intérêts payés à leur titre ont atteint des volumes tels que l'exigence – juridiquement fondée – de leur remboursement annulerait en fait la dette en cours et ferait apparaître toute cette opération comme une forme véritablement primitive de pillage.

Pour y parvenir, l'idée que les dettes extérieures devraient être régulées par une législation normale et civilisée, à l'instar des dettes intérieures, doit faire l'objet d'une campagne s'inscrivant dans la perspective de faire progresser le droit international et d'en renforcer la légitimité. Comme on le sait c'est précisément parce que le droit est muet dans ce domaine que la question n'est réglée que par des rapports de force sauvages. Ces rapports permettent alors de faire passer pour légitimes des dettes internationales qui, si elles étaient internes (que

le créancier et le débiteur appartiennent à la même nation et relèvent de sa justice), conduirait débiteur et créancier devant les tribunaux pour « association de malfaiteurs ».

Nouvelles perspectives internationales

Le système mondial d'aujourd'hui est trop différent dans ses structures fondamentales de celui de l'après seconde guerre mondiale pour qu'un « remake » de Bandung puisse être envisagé.

Les Non Alignés se situaient dans un monde militairement bipolaire, interdisant par là même l'intervention brutale des pays impérialistes dans leurs affaires. Par ailleurs cette bipolarité soudait les partenaires des centres capitalistes – Etats Unis, Europe de l'Ouest et Japon – dans un camp unifié. Le conflit politique et économique pour la libération et le développement opposait donc l'Asie et l'Afrique à un camp impérialiste unifié. Les concepts de développement autocentré et de déconnexion et les stratégies qu'ils inspiraient répondaient à ce défi dans ces conditions.

Le monde d'aujourd'hui est militairement unipolaire. Simultanément des fractures semblent se dessiner entre les Etats Unis et certains des pays européens pour ce qui concerne la gestion politique d'un système mondialisé désormais aligné dans son ensemble sur les principes du libéralisme, en principe tout au moins. Ces fractures sont-elles seulement conjoncturelles et de portée limitée, ou annoncent-elles des changements durables ? Les hypothèses sur lesquelles sont fondées les propositions de stratégie situées dans cet esprit doivent être explicitées, de manière à faciliter la discussion de leur validité éventuelle.

1ere hypothèse : *L'impérialisme est désormais devenu un impérialisme collectif (de la triade)*

Au cours des phases précédentes de déploiement de la mondialisation capitaliste, les centres se conjuguèrent toujours au pluriel. Ceux-ci entretenaient, entre eux des relations de concurrence violente permanente au point même que le conflit des impérialismes occupait une place centrale sur la scène de l'histoire. Le retour au libéralisme mondialisé à partir de 1980, oblige à repenser la question de la structure du centre contemporain du système. Car au moins sur le plan de la gestion de la mondialisation économique libérale les Etats de la triade centrale constituent un bloc apparemment solide.

La question incontournable à laquelle il faut répondre est donc celle de savoir si les évolutions en question traduisent un changement qualitatif durable – le centre ne se conjuguant plus au pluriel mais étant devenu définitivement « collectif » - ou si elles ne sont que conjoncturelles.

On pourrait attribuer cette évolution aux transformations des conditions de la concurrence. Il y a encore quelques décennies les grandes firmes livraient leurs batailles concurrentielles pour l'essentiel sur les marchés nationaux, qu'il s'agisse de celui de Etats Unis (le plus grand marché national au monde) ou même sur ceux des Etats européens (en dépit de leur taille modeste, ce qui les désavantageait par rapport aux Etats Unis). Les vainqueurs des « matchs » nationaux pouvaient se produire en bonne position sur le marché mondial. Aujourd'hui, la taille du marché nécessaire pour l'emporter au premier cycle de matchs approche des 500-600 millions de « consommateurs potentiels ». La bataille doit donc être livrée d'emblée sur le marché mondial et gagnée sur ce terrain. Et ce sont ceux qui l'emportent sur ce marché qui s'imposent alors et de surcroît sur leurs terrains nationaux respectifs. La mondialisation approfondie devient le cadre premier de l'activité des grandes firmes. Autrement dit dans le

couple national/mondial les termes de la causalité sont inversés : autrefois la puissance nationale commandait la présence mondiale, aujourd'hui c'est l'inverse. De ce fait les firmes transnationales, quelle que soit leur nationalité, ont des intérêts communs dans la gestion du marché mondial. Ces intérêts se superposent aux conflits permanents et mercantiles qui définissent toutes les formes de la concurrence propres au capitalisme, quelles qu'elles soient.

2° Hypothèse : dans le système de l'impérialisme collectif les Etats Unis ne disposent pas d'avantages économiques décisifs

L'opinion courante, est que la puissance militaire des Etats Unis ne constituerait que le sommet de l'iceberg, prolongeant une supériorité de ce pays dans tous les domaines, notamment économiques, voire politiques et culturels. La soumission à l'hégémonisme auquel il prétend serait donc de ce fait incontournable.

En fait le système productif des Etats Unis est loin d'être « le plus efficace du monde ». Au contraire presque aucun de ses segments ne serait certain de l'emporter sur ses concurrents sur un marché véritablement ouvert comme l'imaginent les économistes libéraux. En témoigne le déficit commercial des Etats Unis qui s'aggrave d'année en année, passé de 100 milliards de dollars en 1989 à 450 en 2000. De surcroît ce déficit concerne pratiquement tous les segments du système productif. Même l'excédent dont bénéficiaient les Etats Unis dans le domaine des biens de haute technologie, qui était de 35 milliards en 1990, a désormais laissé la place à un déficit. La concurrence entre Ariane et les fusées de la Nasa, Airbus et Boeing témoigne de la vulnérabilité de l'avantage américain. Face à l'Europe et au Japon pour les productions de haute technologie, à la Chine, à la Corée et aux autres pays industrialisés d'Asie et d'Amérique latine pour les produits manufacturés banals, à l'Europe et au cône sud d'Amérique latine pour l'agriculture, les Etats Unis ne l'emporteraient probablement pas sans le recours à des moyens « extra économiques » qui violent les principes du libéralisme imposés aux concurrents !

En fait les Etats Unis ne bénéficient d'avantages comparatifs établis que dans le secteur des armements, précisément parce que celui-ci échappe largement aux règles du marché et bénéficie du soutien de l'Etat. Sans doute cet avantage entraîne-t-il quelques retombées pour le civil (Internet en constitue l'exemple le plus connu), mais il est également à l'origine de distorsions sérieuses qui constituent des handicaps pour beaucoup de secteurs productifs.

L'économie nord américaine vit en parasite au détriment de ses partenaires dans le système mondial. « Les Etats Unis dépendent pour 10 % de leur consommation industrielle des biens dont l'importation n'est pas couverte par des exportations de produits nationaux ».

Le monde produit, les Etats Unis (dont l'épargne nationale est pratiquement nulle) consomment. « L'avantage » des Etats Unis est celui d'un prédateur dont le déficit est couvert par l'apport des autres, consenti ou forcé. Les moyens mis en œuvre par Washington pour compenser ses déficiences sont de nature diverses : violations unilatérales répétées des principes du libéralisme, exportations d'armements, recherche de sur-rentes pétrolières (qui supposent la mise en coupe réglée des producteurs, motif réel des guerres d'Asie centrale et d'Irak). Il reste que l'essentiel du déficit américain est couvert par les apports en capitaux en provenance de l'Europe et du Japon, du Sud (pays pétroliers riches et classes comprador de tous les pays du tiers monde, plus pauvres inclus), auquel on ajoutera la ponction exercée au titre du service de la dette imposée à la presque totalité des pays de la périphérie du système mondial.

La solidarité des segments dominants du capital transnationalisé de tous les partenaires de la triade est réelle, et s'exprime par leur ralliement au néo-libéralisme globalisé. Les Etats Unis sont vus dans cette perspective comme les défenseurs (militaires si nécessaire) de ces « intérêts communs ». Il reste que Washington n'entend pas « partager équitablement » les profits de son leadership. Les Etats Unis s'emploient au contraire à vassaliser leurs alliés, et dans cet esprit ne sont prêts à consentir à leurs alliés subalternes de la triade que des concessions mineures. Ce conflit d'intérêts du capital dominant est-il appelé à s'accuser au point d'entraîner une rupture dans l'alliance atlantique ? Pas impossible, mais peu probable.

3^e Hypothèse : *Le projet de contrôle militaire de la planète est destiné à compenser les déficiences de l'économie des Etats Unis. Ce projet menace tous les peuples du tiers monde.*

Cette hypothèse découle logiquement de la précédente. La décision stratégique de Washington de mettre à profit leur écrasante supériorité militaire et, dans cette perspective, de recourir à des « guerres préventives » décidées et planifiées par eux seuls vise à ruiner tout espoir d'une « grande nation » (comme la Chine, l'Inde, la Russie, le Brésil) ou d'une coalition régionale dans le tiers monde d'accéder au statut de partenaire effectif dans le façonnement du système mondial, fut-il capitaliste.

4^e Hypothèse : *Le Sud doit et peut se libérer des illusions libérales et s'engager dans des formes renouvelées de développement autocentré.*

Sans doute dans l'immédiat les gouvernements du Sud semblent encore se battre pour un « néo-libéralisme véritable » dont les partenaires du Nord, comme ceux du Sud, accepteraient de « jouer le jeu ». Les pays du Sud ne pourront que constater que cet espoir est totalement illusoire.

Il leur faudra alors revenir au concept incontournable que tout développement est nécessairement autocentré. Se développer c'est d'abord définir des objectifs nationaux permettant à la fois la modernisation des systèmes productifs et la création des conditions internes qui la mette au service du progrès social, puis ensuite soumettre les modalités des relations de la nation avec les centres capitalistes développés aux exigences de cette logique. Cette définition de la déconnexion (celle de Samir Amin) – qui n'est pas « autarcie » - situe le concept aux antipodes du principe opposé (celui du libéralisme) « d'ajustement structurel » aux exigences de la mondialisation, qui est alors forcément soumise aux impératifs exclusifs de l'expansion du capital transnational dominant, approfondissant les inégalités à l'échelle mondiale.

5^e Hypothèse : *L'option des Etats Unis en faveur de la militarisation de la mondialisation frappe de plein fouet les intérêts de l'Europe et au Japon.*

Cette hypothèse découle de la seconde. L'objectif des Etats Unis, entre autre par la main mise par des moyens militaires sur toutes les ressources décisives de la planète (pétrole en particulier), vise à placer les partenaires européens et japonais en situation de vassaux. Les guerres américaines du pétrole sont des guerres « anti-européennes ».

L'Europe (et le Japon) peut répondre partiellement à cette stratégie par un rapprochement avec la Russie, capable en partie de lui fournir le pétrole et quelques autres matières premières essentielles.

6° Hypothèse : *L'Europe doit et peut se libérer du virus libéral, néanmoins cette initiative ne peut pas venir des segments du capital dominant, mais des peuples.*

Les segments dominants du capital dont les gouvernements européens croient jusqu'à ce jour devoir défendre les intérêts en priorité exclusive sont bien entendu les défenseurs du néo-libéralisme mondialisé et de ce fait acceptent de payer le prix de leur subalternisation par le leader nord américain.

Les peuples à travers toute l'Europe ont une vision différente à la fois du projet européen qu'ils voudraient social et de leurs relations avec le reste du monde qu'ils entendent voir gérées par le droit et la justice, comme ils l'expriment dans le moment actuel par la condamnation – à l'écrasante majorité – de la dérive des Etats Unis. Si cette culture politique humaniste et démocratique de la « vieille Europe » l'emporte – et c'est possible – alors un rapprochement authentique entre l'Europe, la Russie, la Chine, toute l'Asie et toute l'Afrique constituera le fondement sur la base duquel pourra être construit un monde pluricentrique, démocratique et pacifique.

La contradiction majeure entre l'Europe et les Etats Unis n'est donc pas celle qui opposerait les intérêts du capital dominant ici et là, mais se situe sur le terrain des cultures politiques.

Le conflit prometteur se situe sur ce terrain des cultures politiques. En Europe une alternative de gauche demeure toujours possible. Cette alternative imposerait simultanément une rupture avec le néo-libéralisme (et l'abandon de l'espoir vain de soumettre les Etats Unis à ses exigences, permettant ainsi au capital européen de livrer bataille sur le terrain non miné de la compétition économique), comme avec l'alignement sur les stratégies politiques des Etats Unis. Le surplus de capitaux que l'Europe se contente jusqu'à ce jour de « placer » aux Etats Unis pourrait alors être affecté à une relance économique et sociale, à défaut de quoi celle-ci restera impossible. Mais dès lors que l'Europe choisirait, par ce moyen, de donner la priorité à son essor économique et social, la santé artificielle de l'économie des Etats Unis s'effondrerait et la classe dirigeante américaine serait confrontée à ces propres problèmes sociaux. Tel est le sens que je donne à ma conclusion « l'Europe sera de gauche ou ne sera pas ».

Pour y parvenir il faut que les Européens se débarrassent de l'illusion que la carte du libéralisme devrait – et pourrait – être jouée « honnêtement » par tous et que dans ce cas tout irait mieux. Les Etats Unis ne peuvent pas renoncer à leur option en faveur d'une pratique asymétrique du libéralisme, parce que celle-ci est le seul moyen pour eux de compenser leurs propres déficiences. La « prospérité » américaine a pour prix la stagnation des autres.

La « question européenne » trouve sa place ici. Et bien que le projet Sud-Sud considéré ici ne soit pas le lieu de la discussion en profondeur, de ce que j'appelle « les sables mouvants au projet européen » il ne peut en ignorer la portée.

Les « cultures politiques européennes » sont diverses, même si dans une certaine mesure elles font contraste avec celle des Etats Unis. Il y a en Europe des forces politiques, sociales et idéologiques qui soutiennent – avec lucidité souvent – la vision d'une « autre Europe » (sociale et amicale dans ses relations avec le Sud). Mais il y a aussi la Grande Bretagne qui a fait depuis 1945 l'option historique d'un alignement inconditionnel sur les Etats Unis. Il y a celles des classes dirigeantes de l'Europe de l'Est, façonnées par une culture de la servitude, agenouillées hier devant Hitler, puis Staline, aujourd'hui Bush. Il y a des populismes de droite

(style les nostalgiques du franquisme et du mussolinisme en Espagne et en Italie) « pro-américains ». Le conflit entre ces cultures fera-t-il éclater l'Europe ? Se soldera-t-il par un alignement sur Washington ? Ou par la victoire des cultures humanistes et démocratiques avancées ?

7^e Hypothèse : *La reconstruction d'un front solide du Sud implique la participation de ses peuples.*

Les régimes politiques en place dans beaucoup de pays du Sud ne sont pas démocratiques, pour le moins qu'on puisse dire, et parfois franchement odieux. Ces structures autoritaires de pouvoir favorisent les fractions compradore dont les intérêts sont liés à l'expansion du capitalisme impérialiste global.

L'alternative – la construction d'un front des peuples du Sud - passe par la démocratisation. Cette démocratisation nécessaire sera difficile et longue, mais son chemin ne passe sûrement pas par la mise en place de régimes fantoches livrant les ressources de leurs pays au pillage des transnationales nord américaines, des régimes de ce fait encore plus fragiles, moins crédibles et moins légitimes que ceux dont ils prendraient la relève sous la protection de l'envahisseur américain. Au demeurant l'objectif des Etats Unis n'est pas de promouvoir la démocratie dans le monde en dépit de ses discours de pure hypocrisie en la matière.

8^e Hypothèse : *Un nouvel internationalisme des peuples associant Européens, Asiatiques, Africains et Américains est donc possible.*

Cette hypothèse, qui découle de ce qui précède et en constitue la conclusion, signifie que les conditions existent qui permettraient un rapprochement au moins de tous les peuples de l'ancien monde. Ce rapprochement se cristalliserait au plan de la diplomatie internationale en donnant consistance à l'axe Paris – Berlin – Moscou - Pékin, renforcé par le développement de relations amicales entre cet axe et le front afro-asiatique reconstitué.

Il va sans dire que des avancées dans cette direction réduisent à néant l'ambition démesurée et criminelle des Etats Unis. Ceux-ci seraient alors contraints d'accepter la coexistence avec des nations décidées à défendre leurs intérêts propres.

Dans le moment actuel cet objectif doit être considéré comme prioritaire d'une manière absolue. Le déploiement du projet américain surdétermine l'enjeu de toutes les luttes : aucune avancée sociale et démocratique ne sera durable tant que le plan américain ne sera pas mis en déroute.

9^e Hypothèse : *Les questions relatives à la diversité culturelle doivent être discutées dans le cadre des nouvelles perspectives internationales dessinées ici.*

La diversité culturelle est un fait. Mais un fait complexe et ambigu. Les diversités héritées du passé, pour autant légitimes qu'elles puissent être, ne sont pas nécessairement synonymes de la diversité dans la construction de l'avenir qu'il faut non seulement admettre mais rechercher.

Convoquer les seules diversités héritées du passé (islam politique, hindutva, confucianisme, négritude, ethnicités chauvines ...) constitue souvent un exercice démagogique des pouvoirs autocratiques et compradore, qui leur permet à la fois d'évacuer le défi que représente

l'« universalisation de la civilisation et de se soumettre en fait au diktat du capital transnational dominant. Par ailleurs, l'insistance exclusive sur ces héritages divise le tiers monde, en opposant Islam politique et Hindutva en Asie, Musulmans, Chrétiens et pratiquants d'autres religions en Afrique. La refondation d'un front politique uni du Sud est le moyen de dépasser ces divisions soutenues par l'impérialisme américain. Mais alors que sont et peuvent être les « valeurs » universelles » sur la base desquelles on peut construire l'avenir ? L'interprétation occidentalocentrique et restrictive de celles-ci légitime le développement inégal produit immanently de l'expansion capitaliste mondialisée d'hier et d'aujourd'hui. Elle doit être rejetée. Mais alors comment faire avancer des concepts authentiquement universels, enrichis par l'apport de tous ? Ce débat ne peut être ignoré.